

# Emmanuel Macron, un Européen contrarié

Union européenne Invité du  
Parlement européen, le Français  
va tenter d'y raviver la flamme.

Le manque médiatique d'Emmanuel Macron n'est pas pour demain. Après les 13 heures de TF1, jeudi dernier, puis, dimanche soir, l'interview télévisée tendue menée par le tandem Jean-Jacques Bourdin (RMC) et Edwy Plenel (Médiapart), le président français sera à nouveau le centre de l'attention, ce mardi à Strasbourg. Il a répondu à l'invitation lancée par le président du Parlement européen, Antonio Tajani, à tous les leaders européens à venir exposer leur vision de l'Europe devant l'hémicycle – le tour du Premier ministre belge Charles Michel viendra début mai, à Bruxelles.

Un peu moins d'un an après son entrée à l'Élysée, M. Macron cherchera à raviver à Strasbourg la flamme allumée par une campagne électorale très pro-européenne, puis ses discours d'Athènes et de la Sorbonne. Mais aussi de convaincre qu'il est en mesure de contribuer à réformer l'Europe. Or, force est de constater que sur la scène européenne, le Français se heurte à plusieurs écueils.

## 1 L'Allemagne fait de la résistance

L'impulsion ne peut uniquement venir de Paris: il faut emmener Berlin dans son sillage, surtout quand il s'agit de se pencher sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire. La France et l'Allemagne ont promis de présenter un papier commun sur l'avenir de la zone euro, avant le sommet européen de juin. Mais *“le papier franco-allemand, c'est un peu comme ‘Le désert des Tartares’”*, soupirait un diplomate européen, en référence au roman de Dino Buzzati dans lequel un militaire attend, en vain, un ennemi qui n'arrive jamais. On verra ce qu'il sortira de la rencontre entre le président français et la chancelière Merkel, ce jeudi, à

Berlin.

Ce ne sera pas simple d'établir une position commune. L'Allemagne montre peu d'appétit pour les propositions du président Macron – un ministre européen des Finances, un Fonds monétaire européen (FME), un budget de la zone euro... Lundi, la CDU (le parti de la chancelière) a indiqué, par la voix de sa numéro 2 Annegret Kramp-Karrenbauer qu'un deuxième budget européen *“n'est pas une bonne idée”*. Un FME “communautaire” sur lesquels les Etats membres perdraient prise n'enchantent pas plus la CDU. M. Macron ne doit pas espérer que le SPD se montre beaucoup plus constructif. D'autant que l'ex-président du Parlement européen Martin Schulz, sans doute le plus volontariste sur le plan européen, est désormais hors jeu.

## 2 Un enthousiasme peu partagé

Le Belge Michel se pose en allié européen d'Emmanuel Macron, de même que le leader du Parti démocrate italien Renzi, mais celui-ci démonétisé depuis les élections italiennes. Le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a présenté, en septembre, une vision de l'avenir de l'Europe proche de celle d'Emmanuel Macron. Officiellement, Angela Merkel veut aller de l'avant avec lui. De là à dire que toute l'Europe est derrière Macron, il y a plus qu'un pas. Outre l'Allemagne, huit pays du Nord, emmenés par les Pays-Bas, plaident pour une réforme à minima de la zone euro, insistant sur le fait que le respect des règles budgétaires prime sur la solidarité. La volonté française de taxer les géants du numérique? La Commission a fait une proposition en ce sens, mais des pays comme l'Irlande, ou le Luxembourg, aux leaders pourtant “macron-compatibles” freinent des quatre fers.

Dans les pays d'Europe centrale et orientale, en particulier la Hongrie et la Pologne, on porte un regard sceptique sur ce président qui a déclaré, à l'avant-veille des discussions budgétaires que *“l'Europe n'est pas un supermarché”* (comprendre: moins de fonds européens pour ceux qui ne jouent pas selon les rè-

gles) et qui a dans son collimateur les "démocraties illibérales", dont Budapest et Varsovie se vantent d'être les capitales.

### 3 Emmanuel Macron, général sans armée

Le président français est resté à l'écart des partis politiques pan-européens. A priori, une alliance avec les libéraux et démocrates de l'ALDE sem-

ble aller de soi, d'autant qu'ils comptent en leur sein le Modem de Bayrou, proche de Macron. "On se parle, on coopère, mais jusqu'à présent, Macron veut garder les mains libres", glisse une source de l'ALDE. D'aucuns estiment qu'Emmanuel Macron va tenter de refaire le

coup d'En Marche au niveau européen, et de recomposer le paysage politique européen, en ralliant à son panache des partis et des élus du Parti populaire européen (conservateur), des sociaux-démocrates, des libéraux et même des Verts. Plus vite dit que fait.

Le Parlement européen lui a par ailleurs infligé, indirectement, un camouflet, en refusant, in fine, de créer des listes transnationales, sur lesquelles tablait le Français, pour les européennes de 2019

Emmanuel Macron est donc, pour l'heure, un Européen passablement contrarié. Qui n'en maintient pas moins que le statu quo n'est pas une option, et que les circonstances géopolitiques, économiques, le défi migratoire... imposent de repenser l'Europe. Et vite. Il sera sans doute entendu. Et suivi?

Olivier le Bussy